

lutionnaire du prolétariat européen dans sa lutte contre le protectionisme impérialiste et contre son instrument, le militarisme.

Les Etats-Unis d'Europe, sans monarchie, sans armées permanentes et sans diplomatie secrète constituent, par conséquent, la partie la plus importante du programme prolétarien de paix.

Les idéologues et les politiciens de l'impérialisme allemand firent figurer fréquemment surtout au début de la guerre, dans leur programme, les Etats-Unis européens, ou du moins central-européens (sans la France, l'Angleterre et la Russie. Le programme d'une unification de l'Europe par la violence est aussi caractéristique des tendances de l'impérialisme allemand que celui du démembrement forcé de l'Allemagne l'est des tendances de l'impérialisme français.

Si les armées allemandes remportaient à la fin de la guerre la victoire décisive sur laquelle on compte en Allemagne, alors l'impérialisme allemand ferait sans aucun doute une tentative gigantesque en vue d'imposer une union douanière obligatoire aux Etats européens comportant des clauses préférentielles, des compromis, etc... et réduisant ainsi au minimum le sens progressif de l'unification du marché européen. Il n'est pas besoin d'ajouter que dans de telles conditions il ne saurait être question d'autonomie pour les nations réunies ainsi par la force, en une caricature d'Etats-Unis d'Europe. Admettons pour un moment que le militarisme allemand réussisse à réaliser effectivement par la force une demi-union de l'Europe, justement comme le militarisme prussien a, par le passé, réussi à réaliser celle de l'Allemagne. Quel devrait être alors le mot d'ordre central du prolétariat européen ? Serait-ce la dissolution de la coalition européenne forcée et le retour de tous les peuples sous l'égide des Etats nationaux isolés ? Ou bien le rétablissement des tarifs douaniers, des systèmes monétaires « nationaux », de la législation sociale « nationale » et ainsi de suite ? Certainement rien de tout cela. Le programme du mouvement révolutionnaire européen serait alors la destruction de la forme obligatoire antidémocratique de la coalition, tout en conservant et en amplifiant ses bases sous forme de suppression complète des tarifs douaniers, d'unification de la législation et, avant tout, de la législation ouvrière, etc... En d'autres termes, le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe « sans monarchies ni armées permanentes » deviendrait, dans ces conditions, le mot d'ordre principal d'unification de la révolution européenne.

Examinons maintenant la deuxième possibilité, celle d'une issue « indécise » du conflit actuel. Tout au début de la guerre Liszt, le professeur bien connu, partisan chaleureux des « Etats-Unis d'Europe », démontrait que, même au cas où les Allemands n'auraient pas raison de leurs adversaires, l'union européenne n'en serait pas moins réalisée, et, selon, Liszt, d'une façon beaucoup plus complète qu'au cas d'une victoire allemande. Etant donné leur besoin d'expansion croissant, les Etats européens, hostiles l'un à l'autre tout en étant absolument incapables de lutter les uns contre les autres, continueraient à se mettre mutuellement des bâtons dans les roues, dans l'exécution de leur « mission » dans le Proche-Orient, en Afrique et en Asie, mais seraient partout tenus en échec par les Etats-Unis d'Amérique et le Japon. Au cas d'une issue « indécise » de la guerre, Liszt pense que la nécessité absolue d'une entente économique et militaire des grandes puissances européennes prévaudra contre des peuples faibles et arriérés, et, avant tout sans aucun doute, contre

leurs propres masses laborieuses. Nous avons indiqué plus haut les obstacles énormes qui empêchent la réalisation de ce programme.

Mais si, ne fût-ce que partiellement, ces obstacles venaient à être surmontés, l'instauration d'un trust impérialiste des Etats Européens, c'est-à-dire d'une société de pillage par actions, suivrait immédiatement. Le prolétariat aurait en pareil cas, à lutter, non pas pour le retour à un état national « autonome », mais pour convertir le trust impérialiste en une fédération démocratique européenne.

Néanmoins, plus le conflit progresse et révèle l'incapacité absolue du militarisme à résoudre les problèmes que la guerre met à l'ordre du jour, et moins il est question de ces grands projets d'unification de l'Europe d'en haut. La question des « Etats-Unis d'Europe » impérialistes a cédé le pas, d'une part, aux projets d'une union économique de l'Autriche et de l'Allemagne et d'autre part à la perspective d'une alliance quadripartite avec ses tarifs et ses impôts de guerre complétés par le militarisme des uns dirigé contre les autres.

Après ce qui vient d'être dit, il serait superflu d'insister sur l'importance très grande qu'aura, pour l'exécution de ces plans, la politique du prolétariat des deux trusts d'Etats par sa lutte contre les tarifs établis et contre les repartitions militaires et diplomatiques, pour l'union économique de l'Europe.

Et maintenant après les débuts si prometteurs de la révolution russe nous avons de très bonnes raisons d'espérer qu'au cours de la présente guerre un mouvement révolutionnaire puissant va déferler sur toute l'Europe. Il est clair qu'un tel mouvement ne saurait réussir, se développer et gagner la victoire que comme mouvement général européen. Isolé dans les limites des frontières nationales il serait voué au désastre. Nos social-patriotes nous montrent le danger qui menace la révolution russe du côté du militarisme allemand. Ce danger est indubitable, mais, il n'est pas le seul. Les militarismes anglais, français, italiens, ne sont pas des ennemis moins terribles de la révolution russe que la machine de guerre des Hohenzollern. Le salut de la révolution russe est dans sa propagation sur toute l'Europe. Si le mouvement révolutionnaire se développait en Allemagne, le prolétariat allemand chercherait et trouverait un écho révolutionnaire dans les pays « hostiles » de l'Occident, et si dans un des pays européens le prolétariat arrachait le pouvoir des mains de la bourgeoisie, il se verrait obligé, ne serait-ce que pour le conserver, de mettre immédiatement au service du mouvement révolutionnaire des autres pays. En d'autres termes, l'établissement d'un régime de dictature du prolétariat stable ne serait concevable que sur une échelle européenne, sous forme d'une Fédération démocratique européenne. L'unification des Etats de l'Europe, qui ne peut être réalisée ni par la force des armes ni par des traités industriels et diplomatiques, constituera la tâche principale et ne comportant aucun délai du prolétariat révolutionnaire triomphant.

Les Etats-Unis d'Europe sont le mot d'ordre de la période révolutionnaire dans laquelle nous sommes entrés. Quelle que soit la tournure que peuvent prendre les opérations militaires par la suite, quel que soit le bilan que la diplomatie puisse tirer de la guerre actuelle, et quel que soit le rythme de progression du mouvement révolutionnaire dans le proche avenir, le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe gardera dans tous les cas, une importance énorme en tant que formule politique de la lutte du prolétariat européen pour le pouvoir.